

# COMMENT L'HISTOIRE EXPLIQUE L'ACTUALITÉ D'ALEP. PARTIE 1. ALEP, VILLE PÉRENNE DANS

Par Jean-Claude David 07/11/2016



Citadel of Aleppo, Syria

Jean-Claude David est actuellement chercheur associé à l'équipe Archéorient du CNRS dans la Maison de l'Orient et de la Méditerranée, à Lyon (France).

## Alep, carrefour géographique

Gardons-nous de tout déterminisme même si des facteurs semblent rester déterminants depuis le passé le plus ancien de la ville. Au troisième millénaire avant notre ère, ou plus anciennement lors de la néolithisation, on peut déjà repérer des facteurs qui ont favorisé la fondation et le développement des villes du croissant fertile et peuvent expliquer la pérennité et l'importance d'Alep et de Damas, mais aussi de Homs et de Hama, donner des raisons de l'extinction de certaines et de la permanence des autres.

L'acropole d'Alep devenue la Citadelle, aménagée au cours des siècles, a une valeur défensive, mais cette butte était surtout un haut-lieu religieux, site d'un temple du grand dieu de l'atmosphère, appelé de différents noms, Hadad, Haddu, Ada, Ba'al, Teshub (Hittite), ou encore « le dieu d'Alep » important pour toutes les populations du Moyen-Orient, lieu de pèlerinage. Le temple du troisième millénaire a été repéré. Les fouilles reprises depuis 1996 ont dégagé les bas reliefs en basalte de l'orthostate dont certains datent du XIV<sup>e</sup> siècle avant notre ère, mais aussi des fondations beaucoup plus anciennes. La fréquentation du temple a baissé progressivement pendant la période hellénistique et romaine, parallèlement au déclin de la ville. Des églises puis des mosquées ont remplacé sur l'acropole le vieux sanctuaire oublié.

Alep est aussi longée par un petit cours d'eau, indispensable à une agriculture vivrière. Ses rives avaient donné naissance à d'autres localités antiques, qu'Alep avait éclipsées.

Mais le facteur le plus important de la pérennité d'Alep est sans doute sa situation dans l'isthme syrien, sur le passage le plus court entre la Méditerranée et l'Océan Indien par l'Euphrate, carrefour entre la Méditerranée, l'Asie et l'Afrique. Ebla à 75 kilomètres au sud et d'autres villes de l'âge du Bronze dans une situation comparable ont disparu anciennement, alors que certaines, relativement proches d'Alep aussi, Antioche, Apamée, avaient eu plus d'importance qu'Alep dans l'Antiquité Classique, avant leur déclin.

Un récit daté de 1765 avant notre ère, lu sur une tablette d'argile, du long voyage de Zimri-Lim, roi de Mari en direction de la Méditerranée est significatif : Alep/Halab ou Yamkhad est une étape importante de l'itinéraire de Zimri-Lim, d'abord par sa position entre le coude de l'Euphrate et la Méditerranée. De ce fait, les alliances avec le pouvoir alépin sont essentielles pour le roi de Mari. A partir d'Alep, son beau-père, le roi Yarim-Lim d'Alep, sa femme, son fils et une suite nombreuse l'accompagnent jusqu'à Ugarit, dont le roi est l'un des vassaux de Yarim-Lim. Ils séjournent un mois à Ugarit où ils rencontrent des marchands crétois et chypriotes, qui entretiennent des échanges déjà importants avec le Moyen-Orient.

Alors que les ports sur la méditerranée comme Ugarit puis les ports phéniciens, étaient surtout un débouché et un lieu d'embarquement sur un axe est-ouest, Alep était au carrefour entre ces voies est-ouest et un axe terrestre nord sud, carrefour qui lui permettait outre le contrôle d'accès à la Méditerranée et aux routes de la Perse et de l'Océan indien par l'Euphrate ou par l'Anatolie, suivant les périodes, celui des routes vers la Palestine et l'Égypte au sud. Alep a été la capitale de royaumes dont les territoires pouvaient être vastes, mais son importance s'est réduite pendant les périodes hellénistique et romaine pour reprendre progressivement dans l'empire byzantin puis après la conquête arabe et musulmane.

Damas, aussi ancienne qu'Alep sans doute, était moins bien située sur les axes est-ouest, rendus difficiles vers l'ouest par les chaînes côtières et vers l'est par une vaste zone semi désertique en direction de la Mésopotamie ; la piste de l'Orient par Palmyre, plus au nord, passait par Homs et débouchait sur la Méditerranée par une large trouée dans les chaînes côtières. Damas était sans doute née de ses sources abondantes et de son oasis exceptionnellement riche et étendue : sa fonction était plus régionale au sens large, mais son potentiel d'ouverture lointaine était moins favorable que celui d'Alep.

Au cours des siècles, Alep a généralement su tirer parti de sa situation privilégiée dans ce carrefour des continents et des mers, avant que les frontières nationales actuelles et les hiérarchies administratives développées à

l'intérieur de ces frontières ne la réduisent au rôle de chef lieu d'une petite région de la Syrie actuelle.

### **Alep au Moyen Âge et à l'époque ottomane sur le plan politique**

La pertinence de la question dépend de ce que l'on entend par « politique ».

Alep a été comme Damas une capitale de royaumes et donc le site du gouvernement d'États dans l'Antiquité pré-hellénistique puis au Moyen Âge, à côté d'autres Cités-États, mais Alep, contrairement à Damas n'a pas été le centre d'un vaste empire.

Paradoxalement, Alep est à la fois un site frontière et un carrefour. D'une part, elle se trouve sur une ligne de contact entre des espaces naturels et culturels très différents, les reliefs de la côte méditerranéenne, la steppe syrienne, les plateaux anatoliens, la Djéziré ouverte vers la Mésopotamie, et d'autre part, elle est souvent un lieu d'échanges entre des espaces politiques différents et ennemis, périodiquement en guerre (par exemple les guerres saisonnières entre les Byzantins et les Arabes qui s'apparentent à des rezzous) dont les champs de bataille sont souvent proches d'Alep. Après la période Omeyyade où Damas est la capitale d'un immense empire arabe qui durera moins d'un siècle, Alep et Damas s'installent progressivement dans une quasi égalité de niveaux administratifs, toutes deux dépendant d'une capitale lointaine, d'abord Bagdad, puis Le Caire, et enfin Istanbul.

Pendant plusieurs siècles, Alep musulmane est une base pour une conquête espérée de territoires restés byzantins plus au nord, puis après leur recul elle est une rivale des sultanats de Rum, des Seljoukides et des beylicats d'Anatolie, liés plus ou moins formellement au califat abbasside de Bagdad, puis sous les dynasties Zankides et Ayyoubides elle est une forteresse de la résistance aux royaumes Croisés, à l'ouest, au nord et à l'est, et enfin une base d'échanges avec eux, avant d'être un point d'appui de leur reconquête. Dans l'espace mamelouk, Alep reste pendant plusieurs siècles très proche de sa frontière nord sur le Taurus, place forte et centre régional dans la dépendance du Caire, parfois en conflit avec les beylicats d'Anatolie, parmi lesquels émergera le pouvoir ottoman. L'organisation territoriale de la Syrie se confirme alors : mise en place par l'administration mamelouke, elle repose sur ses deux régions historiques principales, celle de Damas et celle d'Alep. D'autres villes émergent mais restent moins importantes.

En 1516, Alep est occupée par les armées du sultan d'Istanbul et devient ottomane, de même que Damas. Elle se trouve enfin dans un très vaste ensemble, où elle est un élément important d'un réseau de liens et d'échanges dans un système de domination dont Istanbul est le centre. Elle est une de ces villes, ancrages sédentaires dans l'Empire, séparées par les territoires de parcours des pasteurs nomades et caravaniers, autres groupes « organisés »

difficiles à contrôler malgré les efforts répétés de l'administration ottomane dans le sens d'un « aménagement régional », au moins au XVI<sup>e</sup> siècle puis au XIX-XX<sup>e</sup> siècles.

Dans l'Empire ottoman, Alep, pas plus que Damas, n'est une capitale, sinon de province (*pachalik*), comme Tripoli puis Saïda, autres chefs lieux de provinces syriennes. Jusqu'à la fin de l'Empire ottoman, Alep ne dépend pas de Damas qui n'est pas un échelon supérieur à celui d'Alep dans une hiérarchie ottomane. Alep rend des comptes à la capitale Istanbul et fonctionne suivant ses propres intérêts et ceux de l'Empire et du sultan. Les tensions régionales et locales sont parfois traitées par Istanbul en faisant intervenir les janissaires de Damas contre ceux d'Alep, par exemple au XVII<sup>e</sup> siècle.

Les villes sont régulées par des mécanismes internes de contrôle et des jurisprudences qui participent à la résolution des problèmes locaux, dont elles rendent compte à l'administration très centralisée en principe et au sultan à Istanbul. Le système des *waqf-s* permet à des édiles et à des gouverneurs ottomans de mettre en place les infrastructures matérielles des services communs qui font fonctionner la ville, notamment les lieux des activités économiques et de la religion, infrastructures dont le statut particulier n'est plus celui de propriété privée mais de donations pour la religion et la bienfaisance : l'emprise des biens *waqf-s* est considérable à Alep et représente près de 70% des souks et des khans centraux.

Les hauts fonctionnaires de l'administration ottomane et des notables locaux participent à l'assemblée du *diwan*.

En fait, le politique se situe alors à la rencontre des intérêts privés, de ceux des groupes et de ceux de la capitale Istanbul, mais un pouvoir réel réside dans ce qu'on appelle maintenant la « société civile » qui ne se limite pas aux élites et qui organise la vie dans le quotidien de l'espace domestique et des quartiers et dans celui des activités économiques et des souks, entités représentées par les cheikh de professions ou de souks et les cheikh des quartiers. Dans ce contexte local étroit et dans les relations avec Istanbul et les autres régions de l'Empire, le politique reste très limité. Le fonctionnement d'une ville comme Alep a changé et la municipalité entre autre joue maintenant un rôle essentiel, mais les vieux fonctionnements marquent encore les mentalités.

Il faut attendre les luttes nationalistes contre le « joug ottoman » au XIX<sup>e</sup> siècle puis contre la colonisation par le mandat français, pour voir les Syriens retrouver un goût pour les engagements politiques et les partis, dans les villes et les régions, y compris dans les tribus. Cette période faste du politique a duré plus d'un siècle, y compris les décennies d'après l'indépendance. Elle a pris fin dans l'union de la Syrie avec l'Égypte (1958-1961), dans les coups d'état divers et notamment baassistes (1963) et la montée du pouvoir assadien. Dans les périodes des luttes nationalistes, Alep et Damas ne sont pas réellement rivales,

mais s'ignorent et souvent chacune joue son propre jeu, régional, comme lors de la résistance contre l'occupation française qui commence au nord de la Syrie (1919-1921) aidée mais non organisée par Alep, avec Ibrahim Hanano, et se termine à Damas après 1925 sans avoir été réellement coordonnée.

Mais Damas capitale prend le dessus dès le mandat français et Alep se cantonne petit à petit dans un rôle de métropole industrielle et commerciale.

### **Alep, carrefour de communication et commercial**

Alep hérite des avantages naturels et des liens potentiels qu'elle active en fonction des opportunités et de la situation politique locale et régionale : la ville s'adapte en mettant en oeuvre les différents atouts que lui fournit sa situation.

La province, *wilayet* ou *pachalik*, d'Alep, les autres provinces ottomanes de la Syrie, mais aussi le contexte plus large, évoluent pendant le siècles ottomans : les relations de l'Empire avec la Perse sont souvent tendues, ainsi que ses rapports avec sa province d'Égypte. Ces voisinages concernent Alep bien sûr ; les régions de l'Empire en Méditerranée, en Europe, dans les Balkans, sont souvent remuantes. Mais dans ce vaste Empire, Alep est généralement éloignée des zones de conflit (sauf avec la Perse) et peut profiter de la diversité de ses liens. Elle reste longtemps la troisième ville de l'Empire ottoman, après la capitale Istanbul et après Le Caire, avant Damas, Tripoli du Liban, Tunis, Smyrne, Bursa, d'autres grandes villes dans l'Empire.

Comme Damas, Alep s'inscrit dans des territoires dissymétriques, distendus et émiettés dans certaines directions. Mais le poids économique, le mirage social et économique qu'Alep représente n'est pas réellement concurrencé avant le XIXe siècle par Damas à 400 kilomètres au sud. Les liens d'Alep, outre l'accès à la Méditerranée, sont orientés surtout vers le nord et l'est, Mossoul, Bagdad, Bassorah et le Golfe, Diyarbakir et Urfa au nord-est, les villes d'Anatolie centrale et occidentale plus enclavées ou moins importantes. La capitale Istanbul est à près de 1200 kilomètres. La plupart de ces villes sont beaucoup plus petites qu'Alep et éloignées entre 500 et 1000 kilomètres. Dans l'espace qui les sépare d'Alep, celle-ci reste une métropole économique et une sorte de mythe pour les populations et notamment des minorités, kurdes, chrétiens, (au XIXe siècle par exemple)... un centre convoité qui n'a pourtant pas le pouvoir de constituer l'unité politique et territoriale autour d'elle.

Les équipements et les services qui font la ville, existent même dans les plus petites, mais leur nombre et leur qualité sont proportionnels à l'importance de la ville, à sa richesse et à son activité économique. Alep est bien la ville la plus riche de l'Empire ottoman, après Istanbul et Le Caire, un peu avant Damas sans doute. L'importance de ses souks et le nombre de khans monumentaux (caravansérails) en témoignent, qui ne peut se comparer qu'à ceux du Caire et d'Istanbul. Les rapports commerciaux rédigés par les consuls en poste à Alep montrent que la ville est encore prospère au XVIIIe siècle et que les échanges

commerciaux sont encore équilibrés même avec l'Occident (Sauvaget 1941). Les hommes d'affaire alépins savent encore profiter des opportunités, comme par exemple l'exportation vers l'Europe des indiennes qu'elle fabrique, avant le développement des manufactures en France. La vigueur des exportations d'Alep se manifeste dans la construction de dizaines de *qaysariyyas*, bâtiments collectifs où sont concentrés des ateliers, hors des souks, en ville et dans les quartiers nord aux XVIIe et XVIIIe siècles.

D'autres phases de prospérité se manifestent pour Alep dans les dernières décennies de l'Empire ottoman avec le début de la reconquête des zones d'agriculture sur les pasteurs nomades, puis à l'époque mandataire française avec la culture du coton irrigué sur des terres appartenant à des grands propriétaires alépins, ou louées par eux, entrepreneurs qui souvent étaient aussi propriétaires des usines d'égrenage et des filatures nouvellement fondées, premières industries mécanisées dans la région, puis avec le *boom* du blé au moment de la guerre de Corée. On constate aussi qu'Alep exportait encore quantités de tissus divers, en soie, fibres artificielles, coton, laine, de sa fabrication traditionnelle, dans sa région, en Anatolie, au Yémen, au Soudan, au Maghreb, jusque dans les années 1950 peu avant l'extinction complète de ces activités deux décennies plus tard.

Puis, après une période de profond déclin avec les nationalisations et les réformes agraires au temps de l'Union avec l'Égypte et les débuts du Baath, il faut plusieurs décennies pour qu'elle retrouve sa prospérité grâce à la faveur de Bachar al-Assad et avec les nouvelles lois de libéralisme économique et grâce au capital reconstitué par ses entrepreneurs. Le développement des industries textiles modernes et d'autres secteurs (pharmacie plasturgie, etc.), fondés sur la construction de dizaines d'usines clés en main dans de très vastes zones industrielles, est vif dans les années 1990-2000. Mais cet essor qui marque la ville par des signes évidents de modernisation et de prospérité est ralenti par la libéralisation des échanges, avec les accords de libre échange signés par la Syrie en 2005 et 2007 dont profite notamment le concurrent Turc, destructeurs pour une économie longtemps protégée. En 2009, les exportations turques vers la Syrie ont progressé de 27 %, tandis que les exportations syriennes vers la Turquie ont baissé de 48 %. Des faillites de grosses entreprises d'Alep répercutent ces mauvais résultats quelques années avant de début de la guerre syrienne (Cyril Roussel et alii 2014).

Les nouvelles usines ont été pillées après 2012, leurs machines vendues en contrebande en Turquie, l'activité disparue, l'économie mise en sommeil.

## Le plan politique à Alep à partir de l'indépendance : le centralisme et la montée de la corruption conduisent à une mise en dépendance presque absolue du pays et d'Alep

Après l'épisode des réformes agraires et des nationalisations pendant l'union avec l'Égypte (1958-1961), la bourgeoisie d'Alep, commerçante et d'affaires, est sans doute la plus maltraitée. Alep est la ville à abattre, ennemie du régime, systématiquement desservie par les plans quinquennaux et pour le financement des projets. D'autres villes et les projets pour l'agriculture et l'irrigation sont favorisés dans le but louable de rééquilibrer les régions et les villes en aidant celles qui ne sont pas « naturellement » enclines à développer une économie moderne. Sous Hafez al-Assad, jusqu'aux années 1980, la corruption est moins visible et une certaine « pureté » socialiste est encore de mise. La construction du barrage Assad sur l'Euphrate et la réforme agraire, malgré les ratés, ont des effets positifs.

La fin des années 1970 voit se développer, surtout à Alep, une fronde anti Assad, animée par une opposition en partie islamiste (les Frères musulmans), mais aussi favorable à un libéralisme économique et à des réformes, à laquelle adhèrent des notables musulmans issus de la vieille aristocratie citadine. D'autres villes sont touchées de façon moins virulente, comme Damas ou Homs, puis les événements de 1982 à Hama sont tragiques. Alep est à nouveau punie pour sa fronde, investie et quadrillée par l'armée pendant un an en 1979-80, mais après le bâton, la politique de la carotte est pratiquée et progressivement Alep rentrera en grâce...

Après la mort de son père en juin 2000, Bachar al-Assad développe un mouvement favorable aux villes, animé par le libéralisme économique et la volonté de développer l'économie du pays : Alep en profite, et la ville se modernise et consomme, avec la création de *malls*, centres commerciaux et de supermarchés, le rétablissement des transports en commun, la réalisation d'infrastructures urbaines, de jardins, l'installation de dizaines de grandes entreprises textiles clés en mains et pour d'autres productions industrielles. Les investissements pour la rénovation des infrastructures dans les quartiers anciens sont efficaces, ainsi que les investissements touristiques et la restauration de nombreux monuments et de parties du tissu urbain historique. La bourgeoisie capitaliste, qui prospère, est sans doute devenue un soutien du régime, et Bachar al-Assad compte peut-être sur elle pour tenir la ville, au moins pour ne pas ajouter de problèmes. La prospérité économique avait aussi profité aux populations plus démunies des quartiers de l'est.

Ces facteurs peuvent expliquer le délai d'un an avant que la ville ne soit prise par la guerre avec l'entrée des rebelles en juillet 2012. Leur entrée en ville, ainsi que les provocations du régime enclenchent les processus de violence. La

militarisation du conflit est considérée par le pouvoir comme le meilleur moyen de mater les manifestations non armées d'une opposition pacifistes qui se maintenait et s'exprimait à Alep et ailleurs en Syrie.

## **2. QUELLES RAISONS HISTORIQUES PEUVENT-ELLES EXPLIQUER QUE LA VILLE SOIT UN ENJEU AUJOURD'HUI ?**

**L'antagonisme ville/non-ville ou les difficultés de faire de la ville avec ce qui n'est pas la ville : un clivage qui se perpétue à travers les siècles**

Les quartiers anciens de l'est sont l'embryon des quartiers illégaux et informels construits dans leur prolongement à partir des années 1960, où vivent entre un million et un million et demi d'habitants avant la guerre actuelle.

Dans les années 1980, les Alépinois des quartiers bourgeois qui ne se rendaient jamais dans les quartiers de l'est où rien ne les appelait, quartiers qui existaient pour eux surtout comme une menace, conseillaient au chercheur étranger de se faire accompagner pour y circuler. Cette perception des quartiers de l'est exprimait l'ignorance réciproque des habitants, pourtant très majoritairement musulmans sunnites à l'est comme à l'ouest, et surtout la très ancienne perpétuation d'un antagonisme culturel entre les citadins et les gens de tribus et d'origine rurale ou nomade, les uns et les autres habitants de la ville et indispensables à son fonctionnement social et économique.

**Deux modèles de peuplement à l'époque ottomane : les nouveaux quartiers hors les murs au nord et à l'est**

Les territoires du Moyen-Orient n'ont pas été hiérarchisés par la féodalité. Les villes comptent parmi les ancrages indispensables pour la maîtrise des territoires et de la société ; mais elles ne sont pas toujours aptes à jouer ce rôle et à faire le lien entre le pouvoir central et les régions. Dans le dernier siècle ottoman, alors que les tribus campent parfois aux portes des villes, l'emprise de leur contrôle ne va pas beaucoup plus loin que leurs propres limites : à la fin du XIXe siècle, les campagnes sont minées par la « protection » lourde ou des formes d'exploitation par les tribus bédouines, contre lesquelles les pouvoirs urbains ne sont pas efficaces ; le mandat français agit énergiquement et avec succès pour la pacification et la sédentarisation des nomades.

Deux difficultés actuelles sont héritées d'un passé ottoman proche, mais leurs causes sont beaucoup plus anciennes : il s'agit de l'incapacité d'assumer ce rôle de transmission du pouvoir central, mais surtout de la difficulté croissante rencontrée, du fait de la pression démographique dans la seconde moitié du XXe siècle, pour organiser les villes, affronter les problèmes liés à leur



croissance accélérée et pour fournir le minimum de services et de moyens de vivre à une population relativement démunie. A partir des années 1950, l'exode de villageois et d'habitants des petites villes est croissant et les départs vers les grandes villes sont de plus en plus nombreux qui, à Alep, reprennent et prolongent les orientations traditionnelles des installations en ville dans les vastes quartiers hors les murs au nord et à l'est, à la suite des développements commencés à l'époque mamelouke.

Les quartiers d'Alep hors les murs au nord, très mélangés, sont nettement citadins et reliés fonctionnellement aux souks centraux. Ils reçoivent un fort peuplement chrétien pendant la période ottomane, autour des églises primitives, et resteront les noyaux de cette minorité jusqu'après la Seconde Guerre mondiale, l'indépendance, et l'accélération du développement de la ville. Ces quartiers sont très mélangés socialement et du point de vue confessionnel et ethnique et contiennent une riche aristocratie chrétienne et musulmane de négociants et de banquiers, des commerçants et des artisans qui constituent une classe moyenne, des ouvriers et des artisans modestes qui travaillent dans le textile (tisserands) et ses annexes (teinturerie), et la petite métallurgie traditionnelle. Au cours du XXe siècle et encore récemment, les nouveaux quartiers chrétiens, arabes ou non arabes, s'étendent toujours en direction du nord, et secondairement vers l'ouest, toujours mélangés ou voisins de quartiers non chrétiens, arabes et non arabes, kurdes, turkmènes et chrétiens arméniens. Ils deviennent rapidement urbains, les habitants ayant perdu la plupart de leurs liens autres que familiaux avec leurs lointaines régions d'origine. Ces populations se caractérisent par la rareté des activités de contact avec le monde rural et la faiblesse du lien avec l'arrière pays rural dans cette direction. Ces quartiers sont l'un des embryons des futurs quartiers de l'ouest en projet déjà dans un plan de la ville vers 1900 (plan Chartier) et qui commencent à se peupler après la Seconde Guerre mondiale.

Les quartiers hors les murs à l'est, tout en étant citadins aussi à leur façon, notamment par l'architecture, les matériaux de construction dominants, l'organisation des services urbains et enfin l'importance des *waqf-s*, cependant plus faibles que dans d'autres quartiers, sont beaucoup moins urbains socialement. La partie développée à l'époque mamelouke, avec de grandes mosquées et des hammams, des souks et tout l'équipement caractéristique des villes, englobée dans le nouveau mur d'enceinte avant la conquête ottomane est devenue urbaine en étant rattachée matériellement au corps de la ville. Mais après cette annexion, la nouvelle extension hors les murs à l'époque ottomane reste caractérisée par les liens étroits avec le monde rural, avec des souks spécialisés et les khans/entrepôts des produits de la campagne, et des liens tribaux avec des populations extérieures à la ville. Les noms des quartiers inscrits sur le cadastre de 1930, Baggara, Sakhkhané, Qorbat, etc. , témoignent

encore de leur peuplement d'origine par des tribus et des groupes divers, des caravaniers (liens avec Sfiré, Soukhné... ), des kurdes et des turkmènes, des Qorbat (Nawar ou gitans), des janissaires. Ils se sont développés toujours vers l'est, le long de deux axes d'activité économique en lien avec le monde rural, le souk de bab al-Neirab spécialisé dans des activités liées au bétail et le quartier et le souk de Banqousa avec de grands entrepôts de céréales non loin des lieux de préparation du *bourghoul* (précuit et séché). Ces longs axes de sorties de la ville vers les routes et les villages de la steppe du sud-est, de l'Euphrate et de la Jéziré, sont encore ceux du développement des quartiers de l'est bombardés actuellement avec acharnement par le régime.

Ce clivage de l'espace urbain entre ville intra-muros et « non-ville dans la ville » dans les quartiers de l'est, existe depuis des siècles dans une continuité culturelle qui a quelque chose à voir avec des commentaires d'ibn Khaldoun dans ses prolégomènes (*muqaddima*). Ce clivage qui se perpétue et se transmet à travers les siècles, reflète l'organisation informelle et non institutionnelle de l'entrée dans la ville des non citoyens d'origine nomade ou sédentaire, mais généralement appartenant à un système tribal (JC David 1996). Ces quartiers des « mal sédentarisés » et des groupes non libérés de la *solidarité de sang*, de la *'asabiyya*, se trouvaient au Moyen Âge au sud-ouest de la ville, au Hader, quartiers totalement détruits lors de l'invasion mongole en 1260 (Sauvaget Jean, 1942). Le nom de Hader, significatif d'une installation ou d'un campement, d'un statut particulier en marge de la ville, existe encore notamment à Hama et dans le nom de la ville de Hatra en Irak. Les meneurs des émeutes de 1850 à Alep qui visaient d'abord le pouvoir ottoman et les réformes modernistes qu'il entreprenait, puis s'étaient tournés contre les chrétiens, étaient partis de ces quartiers où ils avaient trouvé des moyens d'action en hommes et en population (encouragés par les femmes dans les marches, criant *allahou akbar*).

### Les mécanismes de l'exclusion : la ville ne peut accepter la permanence de l'esprit de corps et de la *'asabiyya*

Les principes de l'exclusion ou des ségrégations à Alep ne sont généralement pas confessionnels et sont rarement ethniques, et ne se traduisent pas essentiellement par la mise en place de ghettos chrétiens, juifs, chiïtes ou sunnites ou encore kurdes ou arméniens. Les populations des quartiers de l'est sont d'une part mises à l'écart par les citoyens de l'intérieur et d'autre part restent à l'écart par auto exclusion, non pas seulement du fait de leur origine rurale mais du fait de la conservation de leur pratique d'une organisation tribale et surtout d'une identité fortement marquée par la *'asabiyya*, ou l'esprit de corps, avec des systèmes d'allégeance, un respect des liens du sang et des devoirs qui les constituent et qui constituent ou maintiennent la *conscience*

*groupale* et la *cohésion sociale*, avec un mode de vie spécifique, se regroupant dans les mêmes quartiers (Hivernel J., 2001, 2004...). Ces populations urbaines habitent dans des quartiers périphériques mais elles gardent pourtant un rôle dans la ville d'intermédiaires indispensables avec le monde rural.

Un changement essentiel qui bouleverse le contexte politique est la naissance de la Syrie après la Première Guerre mondiale, d'abord sous mandat français, puis indépendante à partir de 1946 et du départ des derniers soldats de l'armée d'occupation. Alep devient un chef lieu de province et Damas est la capitale nationale, où se trouvent le gouvernement, les ministères et où sont prises les décisions vitales qui concernent tout le pays. En l'absence de démocratie et sans réel Parlement représentatif, ce ne sont plus les villes et les régions qui gèrent leur budget d'équipement mais le pouvoir central, et en général pendant plus d'un demi siècle les budgets pour Alep sont réduits et les investissements faibles. Assez rapidement, la dictature s'affirme et les décisions sont prises de plus en plus dans l'intérêt d'individus, d'une famille, dans le clan Assad. Centralisation et corruption se développent. En dehors de la capitale, le politique s'extériorise peu, sinon dans une opposition souvent pourchassée. Le statut de nain politique d'une ville comme Alep se confirme. Mais les intérêts du clan Assad sous Bachar correspondront à nouveau avec ceux d'Alep....

### Ville/non ville : une cause de la guerre actuelle et de l'urbicide en cours à Alep

En été 2012, quand les rebelles entrent à Alep, ils cherchent à s'installer dans les quartiers de l'est, sans doute parce qu'ils se sentent plus proches socialement de leurs populations alors que les quartiers de l'ouest leur sont plus étrangers et ne peuvent être conquis que par les armes. Les quartiers de l'est sont habités surtout par une population d'origine rurale ou venue de petites villes, installée à Alep depuis une ou quelques générations. Les quartiers ouest contiennent une bourgeoisie moderne, surtout sunnite mais avec des minorités surtout chrétiennes, ainsi que la plus grande partie des infrastructures de l'État et du régime pour la ville et la région, notamment celles qui dépendent de l'armée, ou sont liées à la sûreté et au renseignement : Base de l'artillerie, Renseignement militaire, Académie militaire, Base de la défense aérienne, Base de l'armée, Renseignement des forces aériennes, Centre militaire de la recherche, Palais de justice, centres de rétention et de torture, Université d'Alep, réservoirs d'eau de la ville.

Les quartiers de l'est ne contiennent que peu de services de haut niveau pour la ville, mais des écoles, des mosquées moins nombreuses et plus petites qu'ailleurs, des petits souks populaires informels ou construits par la Municipalité et la Chambre de Commerce, des zones artisanales informelles. Dans les rues étroites les voitures sont rares ; une desserte par microbus et

taxis-services fonctionne. Les rebelles s'installent dans ces quartiers qui les reçoivent pourtant sans enthousiasme, de même que dans certains quartiers populaires situés au sud-ouest, socialement mélangés, Saïf al-Daoulé, Ansari, Salaheddine, qui ont été l'objet de violents combats en 2012-2013 et sont restés depuis divisés par une ligne de front. La situation actuelle est à peu près celle de juillet 2012, qui se calque sur un héritage ancien de répartition sociale.

## Alep, enjeu dans la guerre actuelle

Plusieurs raisons peuvent expliquer qu'Alep soit un enjeu de la guerre actuelle. Ces raisons ne sont pas juxtaposées et indépendantes, mais constituent des systèmes d'interactions étroitement enchevêtrés. L'histoire, ancienne ou récente instrumentalise les données naturelles et permet de comprendre l'ensemble.

Pour le régime, Alep est une grande ville en soi qu'il faut avoir ; mais elle est aussi un site stratégique central entre les régions de la Syrie riche ou *utile*, à l'ouest, tenues par le régime et les rebelles de l'ancienne ASL et modérés, et au nord et à l'est les régions en retard et à la démographie incontrôlée, dominées par Daesh et les Kurdes, avec quelques lambeaux occupés par régime. Le contrôle d'Alep passe par la reconquête des quartiers de l'est.

Les stratégies de conquête ou de reconquête de territoires par les belligérants expriment clairement que la ville est coupée en deux parties qui sont bien plus que deux quartiers, sans pourtant constituer deux villes. Le régime occupe l'ouest où sa présence n'est pas réellement remise en question, tandis que le reste de la ville est l'enjeu des combats. Mais la teneur réelle des enjeux est ambiguë, car elle n'est pas seulement territoriale. Il est clair que l'objectif de reconquête n'est pas seulement de récupérer un ensemble de quartiers pour les réintégrer à l'entité urbaine et reconstituer une unité qui a toujours été partielle et inégale, mais au mieux de récupérer un espace nettoyé de ses habitants pour l'urbaniser à nouveau suivant de nouvelles normes et éventuellement en partie avec de nouveaux habitants et des nouvelles activités, un espace vidé des rebelles qui s'y sont installés et des habitants qui les hébergent bon gré mal gré, tout ceci avec l'aide des Russes sans doute, en reproduisant peut-être le modèle de Grozni.

Les caractéristiques des habitants des quartiers nord, est et sud-est sont une des raisons de ce nettoyage, qui n'est pas confessionnel ou ethnique comme il était perçu par exemple en Bosnie, mais social/sociétal. Les habitants de ces quartiers de l'est, que ce soient ceux des espaces historiques de la ville mamelouke et ottomane, ou les nouveaux habitants installés surtout depuis les années 1960, sont en majorité des populations défavorisées, occupant des

logements construits illégalement. Leurs professions, quand ils en ont, sont souvent des emplois informels et non déclarés, même s'ils représentent des masses de travailleurs et un chiffre d'affaire important pour la ville, dans la petite métallurgie, le cuir et la chaussure, entre autres ; les petits ateliers s'étaient multipliés avec la prospérité générale installée avec la faveur de Bachar al-Assad, mais aucune statistique ne le confirme.

Ces quartiers héritent aussi de plusieurs décennies d'urbanisme municipal et d'action de l'État, en fait de ségrégations et d'un filtrage social qui semble organisé (voir Sakkal 2014, et David 2014). Pourtant, ces quartiers devaient représenter avant la guerre, en 2010, à peu près la moitié de la ville, soit entre un million et un million et demi d'habitants, masse considérable marginalisée systématiquement par le pouvoir, malgré quelques tentatives de gestion et d'amélioration, surtout du fait d'initiatives locales (parfois la Municipalité et la Chambre de commerce). Le plan directeur approuvé en 1974 pour vingt ans appliquait les directives de la municipalité pour réaliser cet objectif de ségrégation sociale, choisissant de localiser à l'ouest les zones à urbaniser destinées à la bourgeoisie et à une classe moyenne de fonctionnaires et de professions libérales, de militaires, accédant à la propriété généralement par le système des coopératives professionnelles. En revanche, les zones au nord, à l'est et au sud étaient destinées à être occupées par d'immenses ensembles d'habitat populaire, *Masaken Cha'abiyé*, dont quelques uns ont été construits (Hanano au nord-est, Seif al-Daoulé au sud-ouest, très insuffisants), les autres espaces ayant été urbanisés suivant des procédures sommaires de lotissements illégaux où des espaces sont réservés pour la voirie et les services, les écoles, les jardins publics et les places. Dans les quartiers de l'est, les procédures autorisaient une forme d'accès à la propriété grâce à la constitution de sociétés foncières (Sakal Salwa 2014) et la distribution de parts dans la société plutôt que de parts de terrain, solutions auxquelles participaient les géomètres de la municipalité. Ces lotissements ont été légalisés *a posteriori*, ce qui revenait à confier implicitement la construction de l'habitat des plus pauvres à leurs propres moyens, sans cependant les spolier totalement. Cette solution reflète la carence de l'État sinon une politique consciente de rejet d'une partie des habitants.

### **PARTIE 3. LA DESTRUCTION DU PATRIMOINE CULTUREL DE LA VILLE ET DES MONUMENTS DANS LE CONFLIT EN SYRIE DEPUIS 2011 : ZONE OUEST ET ZONE EST, UN PATRIMOINE CONTRASTÉ**

#### **Quel patrimoine ?**

Les listes du patrimoine officiel, essentiellement constituées de monuments, ont été généralement élaborées par des spécialistes d'origine occidentale ou

formés en Occident, en fonction de critères esthétiques ou scientifiques qui pourraient être discutés. Cette conception du patrimoine diffusée progressivement dans le monde avec les colonisations occidentales, peut avoir occulté d'autres formes, moins matérielles, intégrant le mode de vie et les pratiques, mais aussi une reconnaissance globale de la ville comme patrimoine, par les « *récits de villes* » plutôt que des monuments isolés. Les « *récits de villes* », descriptions topographiques et historiques qui existent pour Alep au moins depuis le XIII<sup>e</sup> siècle, évolutives, mises à jour en fonction des auteurs qui souhaitent intervenir, suggèrent qu'une entité urbaine est un patrimoine en soi, à la fois matériel et immatériel, idée pratiquée aussi dans d'autres cultures orientales (David 2015 en ligne et 2016 éd. papier).

Pour comprendre la véritable extension des destructions récentes du patrimoine alépin, qui va bien au delà des atteintes au patrimoine institutionnel, il faut d'abord préciser ce qu'est le patrimoine reconnu et revendiqué par la société (David et Boissière 2014) dans ce contexte. Il faut aussi tenir compte du fait que la ligne qui partage la ville entre quartiers de l'est et quartiers ouest traverse le centre de la ville et notamment les quartiers anciens et le territoire classé patrimoine mondial par l'Unesco. Une première conséquence est le dépeçage du patrimoine et donc une perte du sens de l'unité de la ville qui faisait patrimoine en soi, et d'autre part une diversification des moyens de destruction mis en oeuvre du fait de l'inventivité propre à chacun des deux camps, chacun ayant ses propres raisons de détruire intentionnellement et souvent systématiquement des éléments de ce qui constituait le patrimoine commun.

L'essentiel des destructions n'est pas le fait de dommages collatéraux des combats ou de destructions dues aux armes des combats de rues, de la guérilla, mais à l'emploi de moyens spéciaux, adaptés à ces objectifs de destruction. La guerre en cours est donc aussi une guerre du patrimoine, parallèle à la guerre des armes et des armées, mais elle ne semble pas secondaire et même par certains de ses aspects, cette guerre du patrimoine peut être principale. L'indifférence apparente de la population face aux destructions peut refléter le fait que ce patrimoine institutionnel, qui a été plus ou moins imposé officiellement, n'est qu'un aspect du patrimoine, qui n'est pas parfaitement reconnu et accepté. Il est clair que la perception du patrimoine institutionnel par les rebelles peut être très différente de celle des proches du régime, de son armée et des fonctionnaires de la Direction Générale des Antiquités et des Musées. Les rebelles ne sont sans doute pas tous des Alépinois mais par leur origine sociale et régionale souvent rurale, ils sont proches des néocitadins chez qui ils se sont installés dans les quartiers de l'est. Les armées du régime ont rarement un lien avec la ville et peuvent être constituées de non citoyens originaires de régions lointaines, mais ils doivent théoriquement tenir compte

des directives des fonctionnaires de la DGAM, garants du point de vue institutionnel et souvent personnellement engagés dans leur statut de protecteurs du patrimoine.

De plus, les hommes de l'armée du régime et leur matériel sont souvent installés par principe tactique dans des lieux sensibles, supposés ne pas être attaqués et détruits, monuments du patrimoine, quartiers densément habités, institutions sensibles, jardins et terres agricoles fertiles et fragiles, et pratiquent de longue date l'utilisation d'une forme élargie du « bouclier humain ». On a toujours vu autour de Damas des chars d'assaut camper dans les vergers d'oliviers et à Alep depuis le début de la guerre actuelle, des bâtiments confortables situés dans la zone historique, classés patrimoine mondial comme l'hôtel Carlton dans l'ancien hôpital National au pied de la citadelle ou la madrasa Khosrowiyé construite par Sinan vers 1530, sont choisis de préférence. La Citadelle et la Grande Mosquée, proches de la ligne de front, d'intérêt stratégique, sont aussi des lieux sacrés de l'identité alépine et nationale et ont été des objectifs disputés pendant des années ou rapidement occupés par des militaires du régime.

Un retour au passé proche peut instruire : dans les années 1970-1980, à l'époque où les premiers zonages de protection du patrimoine ont été élaborés à la Municipalité, les interdictions de détruire ou de modifier le tissu ancien et les monuments dans ces zones qui couvraient déjà plusieurs hectares, on été ressenties par des habitants comme une ingérence du pouvoir dans les biens et les privilèges privés reconnus depuis des siècles. L'idée d'expropriation pour utilité publique était très étrangère aux pratiques anciennes, et avait été introduite d'abord par l'administration ottomane à Istanbul pour réaliser des remembrements et des reconstructions après les incendies au XIXe siècle. Le mandat français avait proposé l'expropriation pour faire des percées dans le tissu urbain mais en avait peu réalisé du fait de leur coût et de leurs conséquences sociales et économiques et aussi des réticences municipales. Ces méfiances existaient dans les périodes de troubles de la fin des années 1970 à Alep : des milices armées du pouvoir étaient appelées par certains proches politiquement, pour se protéger contre l'ingérence de la Direction des Antiquités et de la Municipalité qui souhaitait protéger des destructions des monuments du patrimoine nouvellement désignés mais devant être rasées par un promoteur. Et certaines grandes percées à travers la vieille ville qui devaient être réalisées pour des raisons de sécurité politique (contre les Frères musulmans) ont finalement été annulées au cours des années 1980.

**Des exemples ponctuels significatifs de destruction du patrimoine**  
Les premières atteintes au patrimoine institutionnel remontent à l'automne 2012, peu après l'entrée des rebelles à Alep, un an après le début du conflit syrien.

► Fin septembre 2012. Maison Zamariya à Jdeidé. Dans la zone classée « patrimoine mondial » par l'Unesco. Parmi les premières maisons historiques détruites, elle avait été restaurée en vue d'investissements touristiques. Belle maison de taille moyenne dans un quartier chrétien ancien, construite au XVIII<sup>e</sup> siècle, transformée en hôtel et restaurant dans les années 1990. Occupée par les rebelles lors de leur entrée dans la ville par le nord en 2012, utilisée comme QG, puis attaquée par les forces du régime qui chassent les rebelles. Des photos diffusées sur internet le 26 septembre 2012 montrent les dégâts provoqués par les combats : pas de destruction du gros oeuvre mais sans doute le pillage du décor de boiseries anciennes et des aménagements touristiques. Les photos diffusées quelques jours plus tard, (1<sup>er</sup> octobre 2012) montrent les bâtiments presque totalement détruits, et incendiés, sans doute en vue de camoufler un pillage ?

► Les vendredi 28 et samedi 29 septembre 2012, les souks centraux sont incendiés et partiellement détruits et bombardés, en l'absence des commerçants et sans doute après pillage. Le souk de l'or notamment est entièrement détruit.

D'après les commerçants, il n'y a pas d'armée à l'intérieur des souks mais seulement des rebelles. « Les soldats tirent à partir de barrages positionnés à l'extérieur des souks, comme les quartiers historiques de 'Aqabé en hauteur et al-'Awamid ou encore près de la mosquée des Omayyades ».

► Mi octobre 2012, atteintes et pillages à la Grande mosquée et 3 octobre, bombe (camion piégé) contre le *Nadi debbat*, cercle des officiers dans le centre-ville.

► Février 2013, photos diffusées de la destruction de l'ancienne municipalité ottomane, qui a du avoir lieu plus tôt, en octobre 2012. Destruction par des combats sur un front, opposant les deux belligérants ; pas de dynamitages souterrains.

► Mercredi 24 avril 2013, le minaret de la Grande mosquée, de 1099 s'effondre. Rebelles et armée du régime s'accusent mutuellement de l'avoir détruit.

► Le 8 mai 2014, l'hôtel Carlton, au pied de la Citadelle, ancien hôpital National ottoman construit à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, est dynamité à partir d'un souterrain et presque totalement détruit. Il était utilisé comme une base militaire par le régime.

► Été 2014, la mosquée/madrassa Khosrowiya est totalement détruite par les rebelles (dynamitages souterrains). Mosquée ottomane impériale construite par Sinan au XVI<sup>e</sup> siècle. École religieuse confrérique (voir article de Thomas Pierret 2014), elle était une école religieuse et une base militaire du régime.

► Décembre 2015, la maison Ghazalé et le quartier de Jdeidé (place al-Hatab, Waqf Ipchir Pacha et Bahram Pacha, etc.). Une image satellite diffusée par Digilal Globe inc/Asor CHI donne un état des lieux de la zone très largement



détruite par des dynamitages souterrains et des bombardements d'artillerie. Cette zone qui se trouve sur une ligne de front, historiquement et culturellement très riche, coeur des quartiers chrétiens historiques, est détruite par les coups du régime et des rebelles. La maison Ghazalé, restaurée par la DGAM entre 2007 et 2011 avait été pillée en 2012, au début des conflits, pour un vol organisé des boiseries peintes anciennes.

► 15 août 2016 (diffusion des photos par mail), très belle maison ancienne dite Khan al-Daraj, début XVIIe ou avant ? Restaurée et devenue le Waraqa Center, centre culturel et spirituel, bibliothèque, aménagé avant la guerre par des Alépins entrés dans l'opposition. Détruite par bombardements aériens ou par des obus par le régime ?

### Les choix des objectifs de destruction par les belligérants

Les plus grosses destructions du patrimoine monumental institutionnel à Alep sont le fait des rebelles, par dynamitage souterrain. Les objectifs visés sont d'abord des monuments ou des quartiers, où sont installés des hommes du régime, généralement des militaires, mais il s'agit aussi dans la ville ancienne de lieux protégés par la Direction des Antiquités et des Musées ou gérés par la Direction des *Waqf-s*, (biens de mainmorte musulmans), et de locaux publics à usage religieux musulman, presque tous anciens. Ces biens sont en général des monuments historiques classés depuis longtemps, ayant fait ensuite partie du patrimoine mondial classé par l'Unesco ; beaucoup de mosquées ont été détruites ainsi. D'autres locaux ou espaces dynamités, vraisemblablement par les rebelles, étaient des aménagements touristiques réalisés ou en projet comme l'ensemble situé au pied sud de la Citadelle et la partie du quartier de Jdeidé autour de la place al-Hatab et des *waqf-s* ottomans de Bahram Pacha et Ipchir Pacha, donc des investissements privés ou du mécénat international, les interventions de la fondation Aga Khan, et des investissements allemands et du programme GTZ, ou des programmes de la politique urbaine pratiquée par la Municipalité. Certains de ces lieux, comme l'hôtel Carlton, la madrasa Khosrowiyya, le futur grand hôtel en cours d'aménagement dans l'ancien Sérail français, étaient effectivement occupés par des petits effectifs de l'armée du régime. La plupart des bâtiments dynamités dans cette zone étaient aussi des immeubles ou des institutions propriétés de l'État à l'origine, datant du mandat français ou de l'époque ottomane (beaucoup du XIXe siècle).

Les destructions très étendues par dynamitage souterrain dans le quartier de Jdeidé visaient surtout l'espace public aménagé, revalorisé, contexte d'investissements touristiques privés ou étatiques importants, ainsi que des *waqf-s* ottomans du XVIe et XVIIe siècles, futurs sites d'investissements touristiques. L'origine des pillages et les impacts d'obus sur les musées des maisons Ghazalé et Atchiqbach n'est pas précisément déterminée. Situés sur la ligne de front, ces deux bâtiments appartenant à la Direction des Antiquités ont

été pillés, notamment les boiseries peintes et des objets. Les explosifs ou les projectiles utilisés ne semblent pas être des dynamitages souterrains ni des bombardements aériens, mais peuvent être des impacts d'obus de mortiers ou de chars, donc venus de l'un ou l'autre des belligérants. Les destructions du patrimoine attribuées aux rebelles peuvent être aussi des provocations du régime pour faire accuser les rebelles.

Beaucoup de ces actions sont filmées de façon très professionnelle depuis différents points hauts. Les vidéos signées par des groupes rebelles, souvent Jabhat al-Islamiyya, sont mises en ligne et constituent des formes de publicité.

Au contraire, l'essentiel des destructions par le régime ne concerne pas les quartiers anciens et le patrimoine institutionnel, généralement considérés comme des expressions du régime ou des propriétés de l'État, mais le bombardement des quartiers populaires de l'est, souvent avec des dispositifs explosifs à fragmentation. On sait que ces bombardements peuvent être accompagnés de l'utilisation de gaz de combat. Les objectifs visés sont les rebelles installés dans ces quartiers et sans doute intentionnellement les habitants, que nous avons définis précédemment comme des citoyens mal intégrés et souvent méprisés..., mais qui étaient aussi des conservateurs du mode de vie et des traditions populaires et avant tout des habitants non belligérants. Beaucoup sont partis.

### Patrimoine matériel et immatériel

Les objectifs des rebelles sont idéologiques et visent le régime, sa corruption et son despotisme criminel, dans certaines de ses expressions. Les destructions par le régime au contraire visent l'espace matériel de la vie quotidienne des habitants. Il s'agit d'entraver la perpétuation des familles, de punir ceux qui aident les rebelles, de pousser à la désorganisation et à l'exode en coupant les racines comme dans la campagne on coupe les arbres, on incendie les maisons, on détruit les récoltes, les provisions, pour rendre difficile ou impossible le retour. Enfin, les objectifs militaires des destructions par bombardements dans ces quartiers impénétrables pour les chars et autres véhicules d'artillerie sont aussi stratégiques et anti guérilla.

Même si le niveau de gravité ou de caractère criminel de ces actions peut être mesuré, le bilan doit être global puisque l'objectif est la destruction de la ville prise globalement, même si les quartiers de l'ouest tenus par le régime, véritable camp retranché, sont restés longtemps à l'abri des projectiles et des autres moyens, relativement faibles, de destruction des rebelles, comme en témoigne la carte produite par UNOSAT/UNITAR (*Percentage of buildings damaged, Aleppo, Syria*. UNOSAT, UNITAR, synthèse 01-02 2016), ou les images de localisation des check points autour de ces quartiers, qui interdisent par exemple l'entrée des véhicules piégés.

Cette guerre est une guerre à la ville et à la vie et par là, une guerre au patrimoine le plus essentiel et le plus ordinaire, celui des boutiques et des espaces d'approvisionnement, du quartier et de la ruelle partagés par toute une société de voisinage et enfin de la maison, bien au delà du patrimoine culturel institutionnel : la ville, espace de vie, n'est pas patrimoine de la même façon qu'un site archéologique ou des objets dans un musée. Les destructions par le régime touchent ainsi plus gravement le tissu domestique, économique et l'espace public populaire dans leur charge immatérielle, symbolique ou plus simplement les pratique sociales et vitales. Dans les quartiers de l'est, c'est l'ensemble de ce dispositif populaire moderne, qui ne semble pas patrimonial, où le matériel est le support et le cadre de la vie dans lequel s'inscrit fortement le quotidien des gens, qui est ciblé et détruit dans des logiques qui laissent à penser qu'une ville différente verra le jour après la guerre, coupée des héritages et qu'elle ne se reconstruira pas sur les mêmes bases et les mêmes logiques.

### Sélection bibliographique :

Boissière Thierry et David Jean-Claude (dir) 2014, *Alep et ses territoires Fabrique et politique d'une ville 1868-2011*, 25 articles (20 auteurs), IFPO (Institut Français du Proche-Orient), Damas-Beyrouth janvier 2014 590 pages.

Boissière Thierry et David Jean-Claude (dir.) 2014, *Alep et ses territoires : Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)*. Nouvelle édition [en ligne]. Beyrouth - Damas : Presses de l'Ifpo, 2014 (généralisé le 29 septembre 2014). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/ifpo/6621>> . ISBN : 9782351595275.

Boissière Thierry et David Jean-Claude 2014, « La destruction du patrimoine culturel à Alep : banalité d'un fait de guerre ? » 2014, *Confluences Méditerranée* 89, 163-171.

Boissière Thierry et David Jean-Claude 2014c, « Guerre contre l'État, guerre contre la ville : Alep, otage des combats en Syrie », 2014, *Moyen-Orient* 24, octobre-décembre, 84-91 (carte p. 89).

David Jean-Claude 1996, "Les territoires des groupes à Alep à l'époque ottomane. Cohésion urbaine et formes d'exclusion". *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, 79-80, Biens communs, patrimoine collectif et gestion communautaire dans les sociétés musulmanes, 1996, Aix-en-Provence : 225-254.

David Jean-Claude 1997a, "Urbanisme contemporain et tradition en Syrie", *Sciences sociales et phénomènes urbains dans le Monde Arabe*. Fondation Abdel Aziz al-Saoud. Casablanca, 1997 : 185-191.

David Jean-Claude 2014 « Production et qualification de l'espace urbain ; entre informel et corruption », *Alep et ses territoires Fabrique et politique d'une ville*

1868-2011. Dir .Thierry Boissière et Jean-Claude David, IFPO (Institut Français du Proche-Orient), Damas-Beyrouth janvier 2014 179-196.

David Jean-Claude 2014 « Valorisation du patrimoine mondial alépin. Valeur d'usage et référence identitaire, attraction touristique, vitrine du nouveau centre », *Alep et ses territoires Fabrique et politique d'une ville 1868-2011*. Dir .Thierry Boissière et Jean-Claude David, IFPO (Institut Français du Proche-Orient), Damas-Beyrouth janvier 2014 393-417.

David Jean-Claude 2015 « Décrire la ville, écrire le patrimoine », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], Etudes libres inédites, mis en ligne le 03 juillet 2015, URL : <http://remmm.revues.org/9151>

David Jean-Claude 2016 « Décrire la ville, écrire le patrimoine », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 139, juin 2016, 193-204.

Delaistre Anne-Fleur et Roussel Cyril et alii 2014, « La frontière turco-syrienne dans la province d'Alep : un nouvel espace de circulation », in *Alep et ses territoires Fabrique et politique d'une ville 1868-2011*. Dir .Thierry Boissière et Jean-Claude David, IFPO (Institut Français du Proche-Orient), Damas-Beyrouth janvier 2014 265-279.

Hivernel Jacques 2001, « La madâfa de bâb al-Nayrab, un repaire dans la ville, un relais dans l'espace », *Espaces et sociétés* 2001/1 n°108, 253-316.

Hivernel Jacques 2004, « La vengeance de sang dans un quartier d'Alep : entre justice privée et justice d'État », *Droit et Culture* p. 147-166.

Kawakbi Salam 2016, Entretien avec Salam Kawakibi, « Syrie : Une vie politique à inventer sous les bombes », *Confluences Méditerranée* 2016/3 (N° 98), p. 115-123

Kawakbi Salam 2016, <http://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2016-3-page-115.htm>

Méouchy Nadine 2014, « Les temps et les territoires de la révolte du Nord (1919-1921) », in *Alep et ses territoires Fabrique et politique d'une ville 1868-2011*. Dir .Thierry Boissière et Jean-Claude David, IFPO (Institut Français du Proche-Orient), Damas-Beyrouth janvier 2014 265-279.

Meouchy Nadine 2016, "Etat et société dans la Syrie d'aujourd'hui. Une histoire d'impensés et d'impasses", Bozzo Anna, Luizard Pierre-Jean, dir., *Vers un nouveau Moyen-Orient ? Etats arabes en crise entre logiques de division et sociétés civiles*. 147-172.

Pierret Thomas 2014, « Le clergé sunnite alépin : provincialisation et affirmation de l'élément tribalo-rural », in *Alep et ses territoires : Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)*. Nouvelle édition [en ligne]. Beyrouth - Damas : Presses de l'Ifpo, 2014 (généré le 29 septembre 2014). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/ifpo/6621>> . ISBN : 9782351595275.

Pierret Thomas 2014, « Le clergé sunnite alépin : provincialisation et affirmation de l'élément tribalo-rural », in *Alep et ses territoires Fabrique et*

*politique d'une ville 1868-2011*. Dir .Thierry Boissière et Jean-Claude David, IFPO (Institut Français du Proche-Orient), Damas-Beyrouth janvier 2014 265-279.

Sakkal Salwa 2014, « Croissance et contrôle de l'espace. L'informel et l'urbanisme, la municipalité et l'État » in Boissière Thierry et David Jean-Claude (dir.) *Alep et ses territoires Fabrique et politique d'une ville 1868-2011*, Nouvelle édition [en ligne]. Beyrouth - Damas : Presses de l'Ifpo, 2014 (généré le 29 septembre 2014). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/ifpo/6621>> . ISBN : 9782351595275

Sakkal Salwa 2014, « Croissance et contrôle de l'espace. L'informel et l'urbanisme, la municipalité et l'État » in Boissière Thierry et David Jean-Claude (dir.) *Alep et ses territoires Fabrique et politique d'une ville 1868-2011*, IFPO (Institut Français du Proche-Orient), Damas-Beyrouth janvier 2014 197-227.

Sauvaget Jean 1941, *Alep, essai sur le développement d'une grande ville syrienne des origines au milieu du XIXe siècle*.